

# La montée des extrêmes

NOTRE ANALYSE

## « OÙ EST CHARLES MICHEL ? »

La question est sur de très nombreuses lèvres: « Où est le Premier ministre ? » Dans le dossier des prisons, il se fait

plus que discret. Alors que l'image de la Belgique est écornée par une série de dysfonctionnements, pour certains Charles Michel ne donne pas suffisamment d'impulsion pour relancer le pays. Il paraît même parfois absent. Une attitude qui dérange l'opposition et qui fait réagir. Une attitude qui s'explique. Dave Sinardet, politologue à la VUB, pointe le fait que le Premier ministre « ne peut agir sans l'accord de ses partenaires ». C'est aussi un choix de Charles Michel: « un travail dans la discrétion », voilà sa marque de fabrique selon son porte-parole.

## Sondage : le PTB devient le 3<sup>e</sup> parti wallon, le Vlaams Belang fait de même en Flandre.

**R**aoul Hedebouw peut avoir le sourire. Dans le grand baromètre *Le Soir*-RTL-TVI-Ipsos, le PTB devient le troisième parti en Wallonie, dépassant Ecolo et le CDH en termes d'intentions de vote. Une première historique pour le parti d'extrême gauche.

En Flandre, c'est le Vlaams Be-

lang qui fait son retour sur le devant de la scène. La formation d'extrême droite siphonne de nombreux électeurs à la N-VA et passe elle aussi en troisième position dans sa Région, devançant même le CD&V, qui poursuit sa chute. Une dégringolade connue par tous les partis de la majorité au fédéral. Le coup est surtout

dur pour la N-VA, qui descend à 24,2% des intentions de vote. Très loin de son score de 32,4% aux dernières législatives. ■

## L'extrême droite avance au nord, l'extrême gauche au sud

- ▶ Le MR et le PS perdent des plumes.
- ▶ Le PTB en profite : le parti de Raoul Hedebouw devient le troisième parti de Wallonie, devant le CDH et Ecolo !
- ▶ En Flandre, la N-VA dégringole, au profit direct du Vlaams Belang.

**D**es enseignements ? L'enquête menée par Ipsos en regorge. Six s'imposent. Avec la prudence d'usage : ceci est un sondage basé sur des « intentions de vote ».

Cela étant dit...

**1 L'extrême droite siphonne la N-VA en Flandre.** Cela se vérifie à chaque sondage, ce qui en fait une « tendance » : le Vlaams Belang reconquiert graduellement l'électorat que la N-VA lui a chipé aux élections de mai 2014. Les deux formations ont des destins croisés. Quoi qu'il en soit, depuis que les nationalistes ont décidé de se hisser au gouvernement fédéral, l'extrême droite flamande, enquêta après enquête, récupère les mécontents. Elle croît. Et elle

semble bel et bien être dans une phase longue de reconquête, cela sans qu'aucun nouveau « leader » n'ait percé en son sein, sans qu'aucune nouvelle figure ne s'impose médiatiquement. C'est toujours le temps des Dewinter and Co. La remobilisation de l'électorat d'extrême droite n'en est que plus éclatante et plus inquiétante.

A côté, la N-VA peut s'inquiéter.

Fin stratège, Bart De Wever – qui baisse aussi dans les enquêtes de popularité, où il se retrouve derrière Maggie De Block et Charles Michel... – éprouve les pires difficultés à barrer utilement son parti depuis mai 2014, et à « justifier » la participation de la N-VA à la gestion d'un Etat-

Belgique honni en principe.

Ajoutez, probablement, l'impact d'une certaine confusion dans la conduite des affaires aux fédéral (restrictions budgétaires, appels à la grève générale, critiques émanant de la commission d'enquête sur les attentats...), dont la N-VA souffre sans doute.

Tout comme ses partenaires de majorité, le CD&V et le VLD ne sont pas en grande forme : ils sont dépassés par le Vlaams Belang et ils le sont aussi par le SPA, qui se pointe à 15,6 % des intentions de vote, à la seconde place au classement général, ce qui donnera à John Crombez, son président, du cœur à l'ouvrage. Du reste, la « gauche » flamande reprend des couleurs (ce n'est pas spectacu-

laire, mais on n'avait plus vu ça depuis longtemps) puisque avec 11,1 % des intentions de vote, Groen est en progression lui aussi.

Indépendamment des rapports de forces propres au paysage politique flamando-flamand, on n'a pas fini de s'interroger sur les effets de la reculade de la N-VA au plan fédéral, sur le gouvernement Michel. On imagine que le parti nationaliste voudra se faire entendre davantage au sein de la coalition suédoise, marquer les esprits, ce qui ne fait pas forcément l'affaire du Premier ministre libéral francophone. Qui se retrouve à la tête d'une majorité stressée et... plus du tout majoritaire.

**2 Le MR est en méforme.** Et du côté francophone ? Le Mouvement réformateur a du souci à se faire. Des soucis même. Il se tasse à Bruxelles. Et il dégringole lourdement en Wallonie.

Dans la capitale, le sondage le pointe à 19,7 %. C'est 3,4 points de moins qu'au scrutin de 2014.

En Wallonie, le sondage le crédite de 20,1 %. C'est... 5,7 points de moins qu'aux dernières

élections.

Dans les deux cas, la marge d'erreur est grillée.

En observant les évolutions de sondage en sondage, on remarque que le Mouvement réformateur a bénéficié d'un bonus en janvier, dans la foulée des attentats de Paris, moment pendant lequel le parti et son Premier ministre ont pu paraître posés et rassurants – le sondage de janvier signalait que le MR reprenait des couleurs à Bruxelles et qu'il se stabilisait en Wallonie.

Ce n'était donc qu'un sursis, une sorte de répit avant que reprenne une décline en réalité continue depuis 2014. En Wallonie, la claqué est sévère – le MR chute de 3 points par rapport au dernier sondage de janvier.

A l'évidence, la politique du gouvernement Michel ne convainc pas dans la partie francophone du pays et le MR paie lourdement sa politique d'austérité – voyez la kyrielle de secteurs en ébullition (les gardiens de prison, les magistrats, les enseignants qui s'inquiètent pour leur pension, les appels interprofessionnels à la grève, les mêmes appels fusant dans la Fonction publique...). La formation libérale paie sans doute aussi les vilaines

secousses qui ont ébranlé le parti ces dernières semaines – la démission de Jacqueline Galant ou les péripéties incessantes concernant les centrales nucléaires.

**3 Le PS n'en profite pas.** On le vérifie souvent : quand le MR décline, le PS respire. Et inversement. Cela ne se vérifie pas ici. Comme le MR, le PS régresse.

Il reste très éloigné de ses scores obtenus aux élections de 2014 – écart de 6,2 points en Wallonie et de... 7,2 points à Bruxelles. C'est tout simplement... énorme et, dans les deux cas, la marge d'erreur est largement dépassée.

A l'évidence, et une fois encore, le PS ne profite pas de l'opposition. Il a du mal à trouver le ton juste et ne parvient pas à s'y donner une crédibilité – il peine clairement à faire oublier ses 26 années au pouvoir fédéral (de 1988 à 2014).

**4 Le PTB en profite beaucoup.** A qui profite la méforme des deux mâles dominants ? Au PTB. Clairement. Fortement. Et quasi exclusivement.

A Bruxelles, le parti d'extrême gauche multiplie par deux son score obtenu au scrutin de 2014 (de 3,8 à 7,8 %). En Wallonie, il le multiplie (presque) par trois (de 5,5 à 13,5 %). Dans la capitale, le parti de Raoul Hedebouw se traîne encore en queue de peloton (il est le 5<sup>e</sup> parti). En Wallonie, et c'est une sacrée première, le PTB devient le 3<sup>e</sup> parti, montrant désormais sa roue arrière à Ecolo et au CDH. En un mot : dans le contexte d'austérité dure que l'on sait, et parce que le PS n'apparaît

pas comme une alternative crédible, c'est le PTB qui tire les marrons du feu.

**5 Les poids moyens sauvent la mise.** Si le PTB s'élève dans les airs, les poids moyens du jeu politique (Ecolo, CDH et Défi) profitent (un peu) de la mauvaise santé des poids lourds (PS et MR). A Bruxelles, Défi (ex-FDF) reste à une miette de son (bon) score de 2014.

Dans la capitale, Ecolo reste toujours sous son (mauvais) score de 2014 mais il semble stopper l'hémorragie. Cela se vérifie aussi en Wallonie – Ecolo fait mieux qu'aux élections (+ 2 points). Par rapport au sondage de janvier, les progressions sont timides mais elles sont là. On se résume : sonné aux élections de 2014, le parti semble sortir du coma, surtout en Wallonie, où les sondages le signalent en ascension légère, mais continue, jusqu'à faire repasser les verts au-dessus de la barre des 10 %. Le parti profite peut-être de sa puissance de frappe parlementaire – à la Chambre, souvent, le groupe Ecolo mène le bal (voyez les charges à répétition sur le terrain nucléaire ou la démission de Jacqueline Galant, principalement due aux coups de butoir écologistes). Ceci posé, le PTB reste le principal capteur de la grogne ambiante. Bref : Ecolo peut encore se faire un peu de souci.

Au CDH, parti au pouvoir à Bruxelles, en Wallonie et à la Communauté française, la situation reste fort compliquée. Quatrième parti en Wallonie, le parti de Benoît Lutgen est pointé en 6<sup>e</sup> position dans la capitale, où il barbote depuis les élections sous

la barre symbolique des 10 %. Le sursaut par rapport au sondage de janvier est infime et trompeur : s'il limite encore la casse en Wallonie, le CDH agonise dans la capitale.

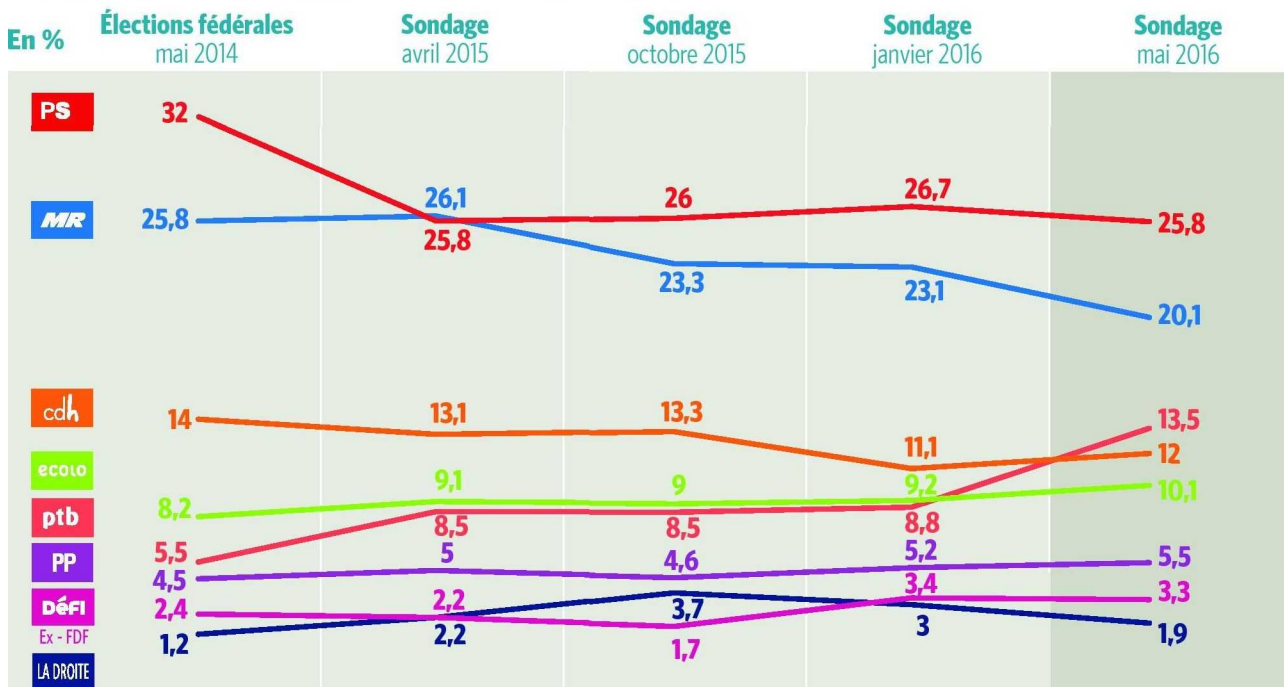
**6 La majorité n'a pas la majorité.** C'est une conséquence logique du repli en termes d'intentions de vote : la suédoise perd des sièges. Nous l'avions constaté déjà lors de notre sondage de janvier : le gouvernement fédéral n'a plus la majorité à la Chambre. C'était le cas il y a quatre mois selon les projections d'Ipsos, c'est flagrant cette fois : avec 64 sièges en tout et pour tout, on est loin de la barre des 75 unités nécessaires pour franchir le cap, alors que 150 parlementaires composent la Chambre des représentants. 64 sièges, c'est... 21 de moins que le nombre de suédois élus le 25 mai 2014, pour une coalition fédérale qui compte donc 85 sièges aujourd'hui.

Ce recul, la faute à qui ? Tout le monde s'y met un peu, certains plus que d'autres. La N-VA abandonne 9 sièges à elle seule, le CD&V en perd 5, le MR aussi, le VLD en oublie 2. Et alors ? Rien. Ceci est un sondage. La fiction ne dépasse pas la réalité : la suédoise poursuit évidemment sur les bases acquises aux élections de mai 2014. Pour autant, les projections effectuées par Ipsos ne laisseront pas les partenaires indifférents. Elles sont de nature à accroître les tensions. Même si, tous en baisse, les mêmes partenaires ont intérêt en principe à rester aux affaires et à éviter de retourner anticipativement devant les électeurs. En route vers 2019 ? ■

PIERRE BOUILLON  
DAVID COPPI

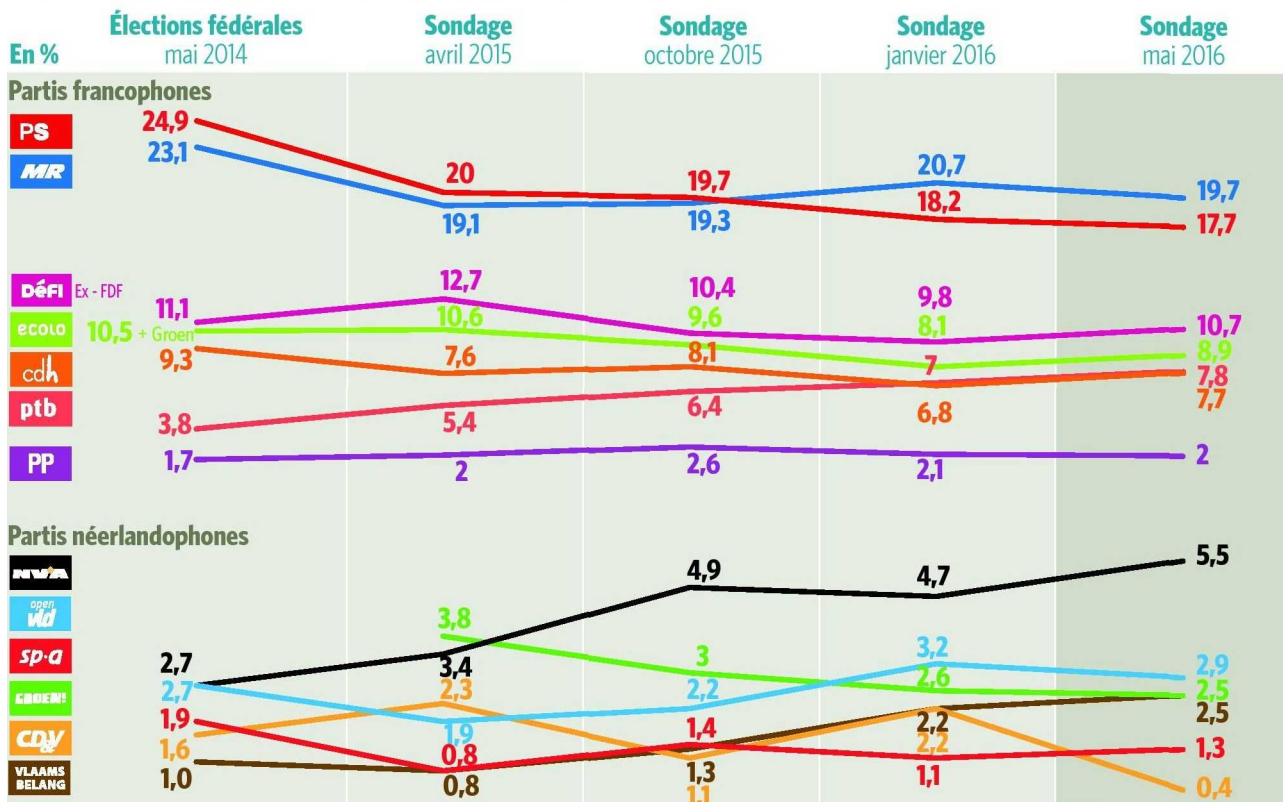
## Évolution des intentions de vote en Wallonie

LE SOIR - 19.05.16



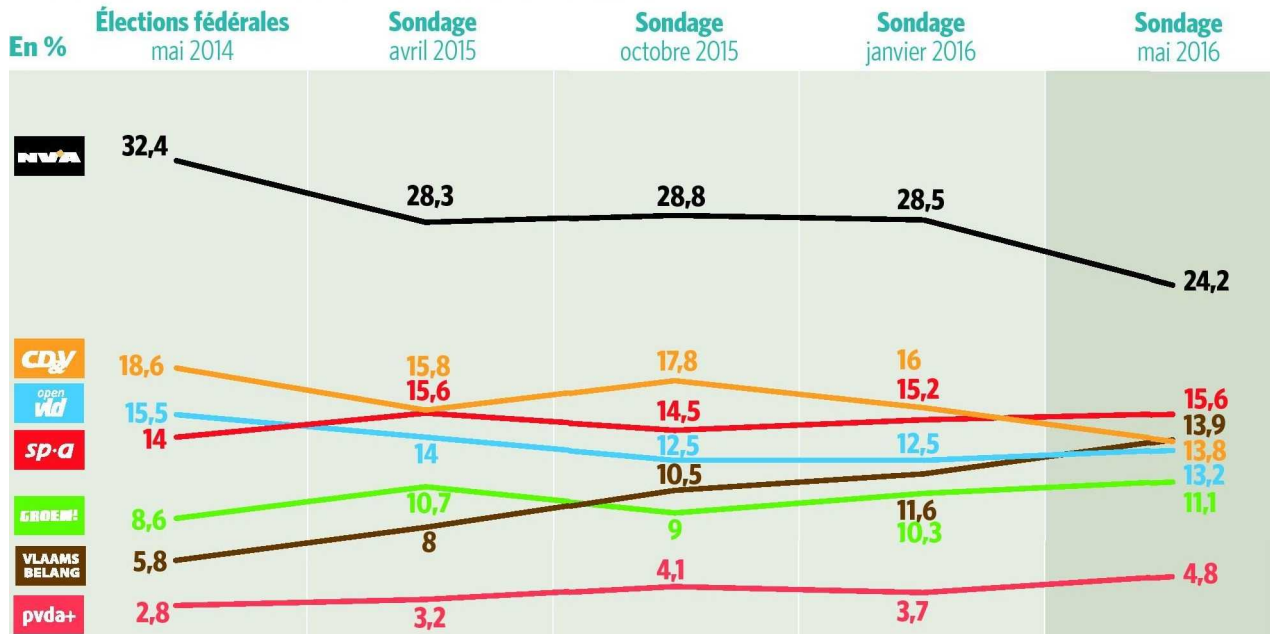
## Évolution des intentions de vote à Bruxelles

LE SOIR - 19.05.16



# Évolution des intentions de vote en Flandre

LE SOIR - 19.05.

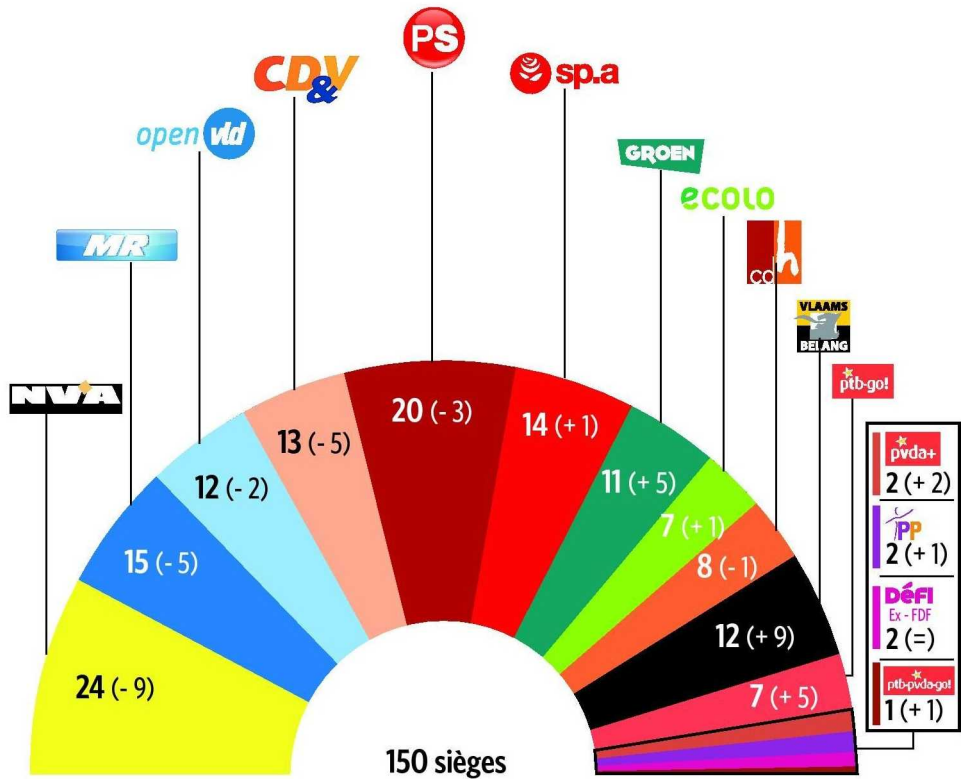


**MÉTHODOLOGIE**  
 Cette enquête Ipsos a fait appel à 2.553 répondants, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 1.003 en Wallonie, 1.045 en Flandre et 505 dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale. Le sondage a été réalisé du 6 au 12 mai 2016. Les interviews ont eu lieu via l'Ipsos On Line Panel. La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 %, est de +3,1 % en Wallonie, +3 % en Flandre et de +4,4 % à Bruxelles.

## La projection en sièges à la Chambre

LE SOIR - 19.05.16

Entre parenthèses, l'évolution par rapport aux élections fédérales de mai 2014



**LE SOIR**

Retrouvez tous les baromètres réalisés depuis l'arrivée de la suédoise au pouvoir dans la rubrique « Dossiers ».

# Le gouvernement fédéral mal noté, le Premier aussi

Les ministres suédois se consolent de voir que les exécutifs régionaux ne sont pas mieux lotis, mais, enfin, cela n'effacera pas leur dépit devant le bulletin attribué par Ipsos après deux ans d'exercice du pouvoir.

Les Belges recalent le gouvernement fédéral, qui obtient une note de 4,6/10 à l'échelon national. Les plus sévères ? Les Wallons. Qui décernent un cinglant 3,9/10. Ancrée en Flandre (avec la N-VA, le CD&V et le VLD), la majorité fédérale issue des élections du 25 mai 2014 passe mal au sud du pays. Ce n'est pas neuf, mais ça s'aggrave.

Charles Michel tire tout juste son épingle du jeu : 5/10 au niveau national. Une moyenne, disons, satisfaisante. Sauf qu'elle est la somme de deux notes bien différentes : 5,8/10 au nord, contre 3,9/10 au sud. Nuance.

Le Premier ministre francophone est relativement apprécié par les néerlandophones (du reste, il occupe la deuxième place au classement des personnalités les plus populaires au nord), mais il l'est très peu sur ses terres d'élection : c'est l'un des défis auxquels Charles Michel, qui évolue dans un contexte compliqué (la crise et les appels à la grève générale, le terrorisme...), est confronté.

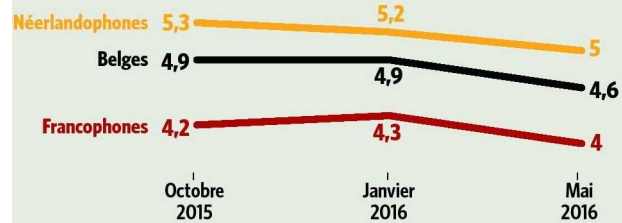
Il lui faut absolument réduire ce déséquilibre dans les prochains mois, sous peine de voir l'impopularité se muer en rejet, ce qui deviendrait ingérable. A lui de jouer. ■

DAVID COPPI

## Bulletin du gouvernement fédéral

Si vous deviez donner un bulletin au gouvernement fédéral, quelle note lui attribueriez-vous ?

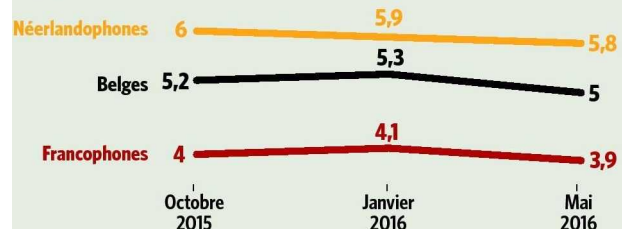
Notes de 0 à 10



## Bulletin du Premier ministre

Quelle note attribueriez-vous au Premier ministre ?

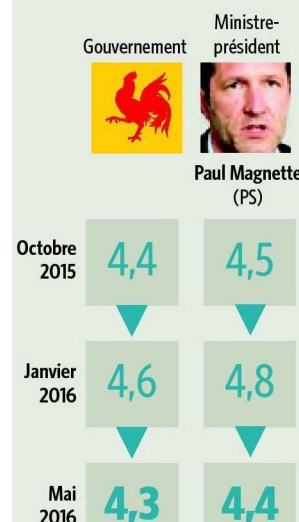
Notes de 0 à 10



## Popularité du gouvernement wallon

Quelle note attribueriez-vous au gouvernement wallon et à son ministre-président ?

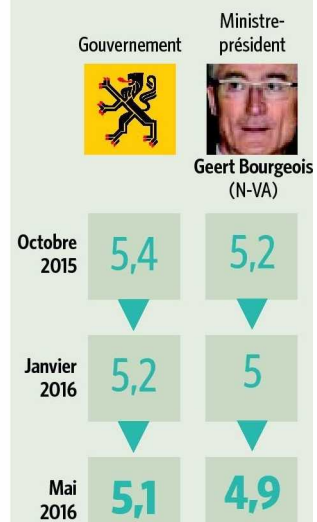
Notes de 0 à 10



## Popularité du gouvernement flamand

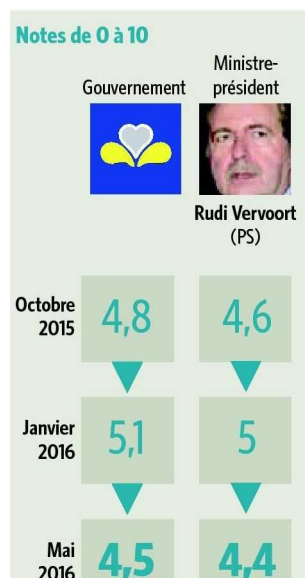
Quelle note attribueriez-vous au gouvernement flamand et à son ministre-président ?

Notes de 0 à 10



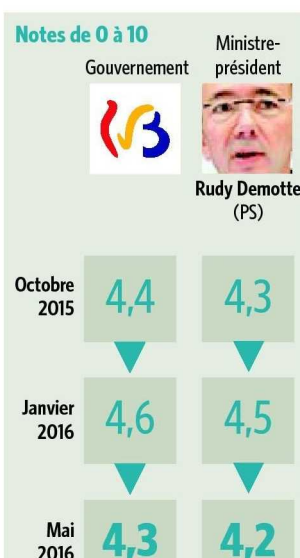
### Popularité du gouvernement de la Région bruxelloise

Quelle note attribueriez-vous au gouvernement de la Région bruxelloise et à son ministre-président ?



### Popularité du gouvernement de la Communauté française

Quelle note attribueriez-vous au gouvernement de la Communauté française et à son ministre-président ?



## WALLONIE

### Elio Di Rupo et Paul Magnette toujours derrière Maggie De Block

Podium inchangé en Wallonie : Maggie De Block reste toujours la personnalité la plus populaire. Derrière la ministre de la Santé, statu quo aussi pour les deux ténors socialistes, Elio Di Rupo (deuxième) et Paul Magnette (troisième), ainsi que pour le président du CDH, Benoît Lutgen (quatrième). Didier Reynders ferme le top 5, en progression d'une place.

Le Premier ministre éprouve, lui, un peu de mal à se hisser aux premiers rangs du classement au sud du pays, malgré une progression de deux places. A noter que Charles Michel est, après Bart De Wever, la personnalité sondée qui récolte le plus d'avis négatifs : 60 % de « non » à la question de savoir s'il doit jouer un rôle important dans les prochains mois (le président de la N-VA en récolte 70 %).

Parmi les progressions les plus importantes, épinglons celles de Catherine Fonck et d'Olivier Maingain. La cheffe de groupe

CDH à la Chambre gagne quatre places, se hissant au même niveau que le Premier ministre et Olivier Maingain. Le président de Défi confirme donc en Wallonie sa popularité en hausse dans la capitale, mais ce bon résultat ne profite nullement à ses troupes, qui n'y décollent décidément pas. Autre tendance bruxelloise confirmée par les sondés wallons : la perte de popularité de Joëlle Milquet (qui perd trois places). Au rayon des méformes, signalons encore celles de plusieurs ministres wallons, à commencer par le numéro deux du gouvernement, Maxime Prévot (moins six places). Paul Furlan encaisse le même recul, Eliane Tillieux perd trois places. En revanche, Marie-Martine Schyns, pour son premier Baromètre depuis sa nomination, se hisse à la quinzième place.

V.L.A.

## BRUXELLES

### Olivier Maingain se hisse dans le trio de tête

Contrairement aux deux autres Régions, le podium bruxellois présente un changement par rapport au dernier sondage :

Olivier Maingain se hisse en troisième position (ex aequo avec Elio Di Rupo). Défi confirme du reste sa bonne santé dans la capitale : il progresse dans les intentions de vote (lire page 4) et hisse un autre de ses ténors, Didier Gosuin, à la septième place du hit-parade de popularité.

Parmi les progressions les plus marquées, épinglons celle de Jan Jambon, qui gagne six places et se hisse à la sixième place, juste derrière Charles Michel (cinquième). Guy Vanhengel gagne quatre places, Rudi Vervoort cinq.

Au rayon des reculs, Theo Francken perd cinq places, payant, peut-être, une exposition médiatique moins appuyée, ces dernières semaines. Encore plus nette est la chute de Joëlle Milquet, qui n'est plus que dix-septième au classement, avec une perte de sept places.

Marie-Martine Schyns se classe directement à la vingtième position. En revanche, le nom d'Alda Greoli ne s'est pas encore imposé, tant s'en faut, auprès des sondés, ni en Wallonie ni à Bruxelles. François Belot, lui, se situe entre les deux CDH, à la vingt-troisième place.

V.L.A.

## Hit-parade des personnalités en Wallonie

LE SOIR - 19.05.16

Nombre de places gagnées	Souhaitez-vous qu'ils jouent un rôle ?	Favorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016	Défavorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016
1 =	<b>Maggie De Block</b>	53	58	33	29
2 =	<b>Elio Di Rupo</b>	44	50	43	40
3 =	<b>Paul Magnette</b>	38	43	43	39
4 =	Benoît Lutgen	35	42	39	33
4 1	Didier Reynders	35	39	51	50
6 =	Rudy Demotte	32	34	47	44
7 4	Catherine Fonck	28	28	37	38
7 4	Olivier Maingain	28	28	47	45
7 2	Charles Michel	28	30	60	57
10 -3	Joëlle Milquet	27	32	58	56
10 -2	Laurette Onkelinx	27	31	58	56
12 -3	Jean-Marc Nollet	26	30	45	42
12 Nouveau	Jan Jambon	26	-	55	-
14 1	Jean-Claude Marcourt	24	23	46	46
15 Nouveau	Marie-Martine Schyns	22	-	29	-
15 -2	Olivier Chastel	22	25	50	45
17 -2	Theo Francken	21	23	51	49
17 5	Bart De Wever	21	17	70	73
19 -2	Willy Borsus	20	22	44	41
20 -6	Maxime Prévot	19	24	37	31
20 =	Carlo Di Antonio	19	19	41	39
20 -3	André Flahaut	19	22	54	51
23 1	Raoul Hedebouw	18	14	28	31
23 -2	Denis Ducarme	18	18	49	45
25 -6	Paul Furlan	16	20	37	35
26 Nouveau	François Bellot	14	-	27	-
26 -3	Eliane Tilieux	14	16	32	32
28 -3	Pierre-Yves Jeholet	9	9	28	30
29 -4	Patrick Dupriez	7	9	26	32
30 Nouveau	Alda Greoli	6	-	25	-

## Hit-parade des personnalités à Bruxelles

LE SOIR - 19.05.16

Nombre de places gagnées	Souhaitez-vous qu'ils jouent un rôle ?	Favorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016	Défavorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016
1 =	<b>Maggie De Block</b>	53	54	31	27
2 =	<b>Didier Reynders</b>	45	42	42	42
3 2	<b>Olivier Maingain</b>	37	39	37	38
3 -1	Elio Di Rupo	37	42	50	44
5 -1	Charles Michel	36	40	51	44
6 6	Jan Jambon	34	27	50	49
7 =	Didier Gosuin	31	33	36	36
8 -2	Paul Magnette	30	34	44	42
9 1	Benoît Lutgen	27	28	40	42
9 3	Rudy Demotte	27	27	46	44
11 4	Guy Vanhengel	26	24	27	28
11 -2	Olivier Chastel	26	30	41	38
11 5	Rudi Vervoort	26	23	45	44
11 3	Laurette Onkelinx	26	26	55	55
15 2	Jean-Marc Nollet	25	22	42	48
15 -5	Theo Francken	25	28	51	46
15 -7	Joëlle Milquet	25	31	59	53
18 =	Denis Ducarme	21	21	41	40
18 2	Bart De Wever	21	19	65	68
20 Nouveau	Marie-Martine Schyns	20	-	27	-
21 -2	Vincent De Wolf	18	20	37	35
22 1	Céline Fremault	17	14	32	34
23 Nouveau	François Bellot	16	-	25	-
23 -1	Raoul Hedebouw	16	15	30	34
23 -2	Pascal Smet	16	17	40	37
26 -3	Fadila Laanan	15	14	51	51
27 -1	Rachid Madrane	12	11	46	46
28 -2	Zakia Khattabi	11	11	42	39
29 -4	Cécile Jodogne	9	12	28	29
30 Nouveau	Alda Greoli	6	-	26	-

## FLANDRE

## Tous (ou presque) en baisse

Les Flamands pénalisent - relativement - leur classe politique, et n'oublient pas le Premier ministre. Du moins si l'on en croit le baromètre de popularité fourni par Ipsos. Tout le monde descend ! Il y a peu de changements au classement, mais les scores s'effritent si l'on se livre à une analyse plus fine des résultats, considérant cette fois l'écart entre les opinions favorables et les défavorables (on vous passe la technique employée par Ipsos).

Maggie De Block, Bart De Wever (l'ex-numero uno incontestable peut se faire du mauvais sang), Jan Jambon, Theo Francken, Kris Peeters, Wouter Beke, Koen Geens, Alexander De Croo, John Crombez... Tous

sont plus faibles qu'en janvier.

Charles Michel ? Il reste très populaire au nord, installé à la deuxième place, une performance exceptionnelle, lui aussi avec un score inférieur à celui enregistré en janvier dernier : - 5 points.

« Presque » tout le monde descend, précisions-nous ? Quelques-uns cartonnent au contraire. Bart Tommelein (VLD) effectue la percée la plus remarquable, bondissant de la quinzième à la septième place au classement ! Explication : le libéral a quitté le gouvernement fédéral pour remplacer Annemie Turtelboom au gouvernement flamand... Le genre de transfert primé au nord. Du même parti (le VLD, donc), Patrick Dewael passe de la vingt-cinquième à la dix-neuvième place. Explication : il préside la commission d'enquête sur les attentats du 22 mars.

D.C.I

## Hit-parade des personnalités en Flandre

LE SOIR - 19.05.16

	Nombre de places gagnées	Souhaitez-vous qu'ils jouent un rôle ?	Favorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016	Défavorable (en %) Mai 2016	Sondage précédent Janvier 2016
1 =		<b>Maggie De Block</b>	63	67	24	23
2 =		<b>Charles Michel</b>	58	63	26	23
3 =		<b>Bart De Wever</b>	54	59	33	32
4	1	Jan Jambon	49	54	33	28
5	-1	Theo Francken	47	56	31	25
6 =		Kris Peeters	44	53	39	30
7	15	Bart Tommelein	40	25	34	45
8	-1	Hilde Crevits	39	46	40	36
9	1	Wouter Beke	36	39	40	39
10	2	Koen Geens	35	36	37	34
10	1	Geert Bourgeois	35	37	44	41
10	-2	Alexander De Croo	35	42	45	41
13	2	John Crombez	32	35	42	39
13	-5	Gwendolyn Rutten	32	42	46	39
15	-3	Ben Weyts	31	36	36	35
16	-4	Liesbeth Homans	29	36	44	37
17	1	Johan Vande Lanotte	28	28	51	52
18 =		Jo Vandeurzen	27	28	40	43
19	-1	Meyrem Almaci	26	28	42	41
19	-3	Daniël Termont	26	32	44	43
19	6	Patrick Dewael	26	18	49	55
22	1	Bart Somers	25	24	51	51
23	1	Kristof Calvo	23	20	35	37
23	-2	Johan Van Overtveldt	23	27	42	35
25	Nouveau	Filip Dewinter	21	-	63	-
26	Nouveau	Steven Vandeput	17	-	38	-
27	Nouveau	Joke Schauvliege	15	-	57	-
28	Nouveau	Meryame Kitir	14	-	38	-
29	-12	Annemie Turtelboom	12	31	73	52
30	Nouveau	Tom Van Grieken	10	-	38	-

## exécutifs fédérés Bourgeois, 1<sup>er</sup> de la classe

Comme de coutume, les sondés sont appelés à donner une note (sur 10) à chacun de nos gouvernements – le fédéral (lire par ailleurs) et les exécutifs fédérés. Comme de coutume, le gouvernement flamand emporte les lauriers. Et comme de coutume, les gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne traînent en fond de classement.

**Gouvernement flamand.** L'équipe de Geert Bourgeois (N-VA) n'a jamais été recalée. Depuis janvier 2015, ses cotes sont positives – étant entendu que l'opinion est sévère et qu'obtenir plus de 5/10 relève de l'exploit. L'adhésion au ministre-président est à l'avenant : Bourgeois cartonne. Bref : l'électeur

néerlandophone se retrouve dans son gouvernement régional.

**Gouvernement de la Région bruxelloise.** Ce n'est pas brillant mais des pouvoirs francophones, l'exécutif bruxellois est encore celui qui s'en sort le mieux – et ceci est constant. Au sondage de janvier 2016, l'équipe de Rudi Vervoort (PS) décrochait même un 5,1/10. Les événements que la capitale a subis depuis (attentats, la pagaïlle des tunnels...) ont ramené le gouvernement de la Région-capitale dans le rouge.

Le degré d'adhésion à la personne de Rudi Vervoort est à l'avenant : le ministre-président « passe » généralement (un peu) mieux que ses homologues de la

Région wallonne et de la Communauté (il a même été crédité d'un 5/10 au sondage de janvier 2016). Longtemps discret, effacé et peu audible, l'homme se taille lentement la stature d'un ministre-président même s'il est loin, très loin, de faire oublier son prédécesseur, l'ultra-populaire Charles Picqué.

**Gouvernement wallon.** Les gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française se disputent la dernière place du classement – au « profit » tantôt de l'une, tantôt de l'autre, l'affaire se soldant à l'occasion par un ex aequo. Tout de même : on notera que les francophones jugent un peu plus favorablement le gouverne-

ment wallon (qui obtient donc une cote de 4,3) que le gouvernement fédéral (crédité d'un 4/10 chez les sondés francophones – lire par ailleurs). Même remarque pour l'adhésion au ministre-président : Paul Magnette reçoit un 4,4/10. Ce n'est pas brillant. Mais c'est mieux que la cote que les sondés franco-

phones accordent à la personnalité de Charles Michel (3,9/10). **Gouvernement de la Communauté française.** Ce qui est dit ci-dessus vaut pour l'exécutif francophone – qui se voit décerner un petit 4,3/10. Le tassement entre janvier et le présent sondage (le gouvernement passe de 4,6 à 4,3) peut possiblement s'expliquer par un remaniement

ministériel (le remplacement de Joëlle Milquet) qui a été l'occasion de souligner le caractère pléthorique de ce gouvernement et/ou par des projets de réformes scolaires qui passent mal dans l'opinion. Dans cet exécutif trop vaste (ils sont sept), Rudy Demotte, ministre-président sans portefeuille (il n'a que les Relations internationales), peine à exister et se farcit une cote personnelle de 4,2/10. ■

**PIERRE BOUILLON**